

LE BUDGET

LES DISPOSITIONS SUR LA DÉDUCTIBILITÉ DE L'INTÉRÊT

M. Scott Fennel (Ontario): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Compte tenu de l'opposition unanime qu'a suscitée son budget du 12 novembre, et par respect pour l'esprit du temps des Fêtes, voudrait-il envisager, pendant les vacances, de se montrer plus souple sur la question de la déductibilité de l'intérêt et de permettre aux petites entreprises dont les revenus oscillent entre moins de 200,000 et 1 million de dollars par année de s'en prévaloir? C'est le seul moyen dont elles disposent pour réunir du capital-actions et c'est primordial pour qu'elles puissent poursuivre leur œuvre de développement du pays.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, dans l'esprit des Fêtes auquel le député a fait allusion, je trouve sa suggestion fort valable et je vais y réfléchir.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POLOGNE—LA CONTRIBUTION DU CANADA AU FONDS DE SECOURS DE LA CROIX ROUGE INTERNATIONALE

M. Jesse P. Flis (Parkdale-High Park): Madame le Président, étant donné que le leader parlementaire de la loyale opposition de Sa Majesté a refusé d'appuyer une motion proposée aux termes de l'article 43 du Règlement pour demander que le Canada continue à fournir de l'aide au peuple polonais par les moyens les plus efficaces, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait-il l'obligeance de dire à la Chambre si, en plus du montant de \$100,000 que le gouvernement a accordé au Canadian Polish Congress et des crédits de 500 millions de dollars déjà accordés pour l'achat de céréales, le gouvernement est prêt à aider encore davantage le peuple polonais, et de quelle façon?

M. Clark: Dites-nous tout, Mark!

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je remercie le député de sa question. Je suis heureux de pouvoir lui dire, à lui et à la Chambre, qu'en réponse à un appel de la Croix Rouge internationale qui cherche à réunir des aliments, des vêtements et des médicaments, le gouvernement est en mesure d'annoncer aujourd'hui le don de \$500,000 à cet organisme pour venir en aide aux Polonais.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'EXEMPTION DE LA TAXE DE VENTE SUR LES AUTOMOBILES NEUVES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre n'est sans doute pas sans savoir que, pas plus tard qu'aujourd'hui, on a annoncé des mises à pied dans l'industrie automobile et ce, à Oshawa, à Toronto et à Sainte-Thérèse. Dans les deux premiers cas, il s'agit d'un renvoi temporaire, mais au Québec, les mises à pieds seront permanentes. Le ministre des

Questions orales

Finances reconsidérera-t-il sa décision de ne pas réduire ou suspendre temporairement la taxe de vente sur les automobiles neuves et lancera-t-il quelque programme qui stimule maintenant l'industrie automobile et encourage les consommateurs à acheter les voitures qui se sont accumulées dans les salles de montre et dans les parcs des diverses sociétés afin de remettre cette industrie à flot?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député propose de modifier une taxe. J'accepte sa proposition et j'en tiendrai compte en temps et lieu.

M. Broadbent: Qu'avez-vous dit, Allan?

M. Deans: Cela ressemble à l'aide accordée aux gens qui renouvelaient leur hypothèque l'été dernier.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE RENCONTRER LES REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, je me demande si, outre la promesse qu'il vient de faire, le ministre ne pourrait pas envisager de rencontrer les représentants de l'industrie automobile et des provinces les plus durement touchées pour essayer de mettre au point un programme d'aide qui permettrait à ce secteur de récupérer au moins une partie du marché qu'il a perdu à cause des importations de voitures de différentes parties du monde.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, dans son préambule, le député a fait allusion à un problème dont il avait déjà parlé, le renouvellement des hypothèques au moment où les taux d'intérêt ont atteint un sommet. J'ai promis de discuter avec les représentants des institutions bancaires. Le député sera heureux d'apprendre, tout comme moi, que la Banque Royale a promis de renégocier plus de 10,000 hypothèques qui avaient été renouvelées ou contractées durant la période où les taux d'intérêts étaient le plus élevés, ce qui est très encourageant.

M. Lawrence: Grâce à l'intervention du gouvernement de l'Ontario.

M. MacEachen: J'étudierai de plus près la proposition du député qui offre bien des avantages et j'espère pouvoir arriver à un résultat aussi intéressant qu'avec la proposition précédente.

* * *

LE BUDGET

L'INCIDENCE SUR L'ASSURANCE-VIE

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Madame le Président, j'adresse ma question au ministre des Finances. Compte tenu de l'opposition générale à son budget et, en particulier, aux dispositions relatives à l'imposition de l'assurance-vie, le ministre confirmera-t-il à la Chambre qu'il va retirer cette disposition sur l'assurance-vie et s'inspirer directement de la ligne de conduite d'un de ses prédécesseurs qui a essayé de faire la même chose, mais qui a dû revenir sur sa décision à cause des plaintes du public?